

HAITIAN RESOURCE DEVELOPMENT FOUNDATION
Willingness, Know-How, Resources

Weston, Florida, Port-au-Prince and Aquin, Haiti
Aldy Castor, M.D., President aldyc@att.net
954.873.0064, 509.3.685.1931



The Haitian Resource Development Foundation <hrdf.org>, is a 501(c)3 non-profit organization established in 1987. It has US Tax No. 72-1074482 and is also registered with the Government of Haiti as a non-profit, No. MPCEFP/1993/94/17, and with the Ministry of Planning and External Cooperation as No. B-0167. HRDF's mission is to initiate and support projects that develop Haiti's resources through programs in the fields of health care, education, scientific research, arts and culture and economy.

"FROM THE MOUNTAINS TO THE SEA"
From Charity to Development



V11 Restaurer la Confiance en Haïti : Une lacune de 1804 à 2024

Marthe et Maxius s'emploient quotidiennement à leurs affaires. L'une est marchande de rue, vendant des mangues à Carrefour Dufort ; l'autre est homme de cour à Port-au-Prince, dans le quartier de Pacot. Je les connais tous les deux et les rencontre lorsque je me déplace vers le « grand sud » sur la route nationale 2 et dans la capitale. Ils sont tous deux motivés et tentent de survivre dans cette Haïti en proie au chaos depuis son indépendance. Ils essaient de trouver les bonnes solutions pour améliorer leur quotidien, éduquer et nourrir leurs enfants ; en un mot, être les plus efficaces et, à leur propre jugement, les plus rationnels dans leurs actions.

Bien que ces Haïtiens soient manifestement des personnes paisibles, ils sont confrontés à des individus qui trouvent dans la violence la solution à leurs problèmes. Ces derniers agissent également avec rationalité dans leur quête de solutions à leur situation. Le dernier exemple en date est incarné par le dénommé « Barbecue », qui s'est illustré dans le célèbre hebdomadaire français « Paris-Match » le 3 avril 2024, lors d'un exercice de communication visant à justifier l'emploi de la violence comme solution au destin du pays. C'est une justification qui tente de donner un sens rationnel aux exécutions macabres, notamment celles de la population civile innocente.

La réflexion que nous inspirent ces situations disparates est la constatation d'un seul point commun reliant Marthe, Maxius et Barbecue. Selon eux, ils agissent avec rationalité, visant uniquement à produire un résultat bénéfique. Ils vont donc faire des choix pour atteindre l'optimum de leurs objectifs, recherchant ce qui les satisfera au mieux, et agiront avec la perception que leurs choix sont, pour eux, évidemment rationnels.

Un modèle d'étude nous enseigne que cette approche est nommée « théorie du choix rationnel », où « l'individu va maximiser son utilité ou réduire ses coûts » (Coleman et Farago (eds)/ Rational Choice Theory p.XI). On peut donc parler d'augmenter ses objectifs de satisfaction et de réduire ses efforts divers.

Vu de l'extérieur, l'observateur cherchant à comprendre les raisons rationnelles de l'individu en conclura que Barbecue a de bonnes raisons de faire ces choix. En effet, il est le seul à pouvoir en percevoir les raisons, même si Blaise Pascal a jadis observé que « le cœur a ses raisons que la raison ignore ». L'observateur devra donc s'affranchir de tout jugement de valeur et adopter une position de neutralité pour analyser plus scientifiquement ces faits sociaux.

Si Marthe, Maxius et Barbecue ont leurs propres projets à court ou à plus long terme, qui s'inscrivent dans leur motivation à accroître d'une certaine manière leur satisfaction d'un point de vue individuel, il reste que « l'Homme » est avant tout un être social, intégré dans un collectif, dans une société. Il partage avec les autres individus un sens commun : celui d'appartenir à une communauté, à un peuple.

Les choix utiles d'un peuple pour accroître sa satisfaction quant à la qualité des services publics, comme la santé, l'eau potable ou la sécurité, entraîneront de facto une augmentation de ces choix utiles également pour d'autres individus partageant le même sentiment d'appartenance. Une synergie collective et une concurrence entre les individus se développeront, et l'on passera progressivement d'un choix rationnel personnel à des choix partagés par un plus grand nombre, voire par tous les citoyens. Chacun aspirera à aller dans le sens d'une demande d'utilité améliorée et, dans le cas présent, de services publics qu'un État, en tant que personne morale en charge des citoyens, peut et doit mettre en œuvre.

Le progrès et l'innovation matérialisent la mise en œuvre de cette utilité améliorée qui peut se traduire, par exemple, dans l'amélioration de la performance des services publics avec l'introduction du numérique afin d'optimiser le traitement administratif et de réduire les phénomènes de bureaucratie. Par exemple, les marchandes de mangues, pour maximiser leurs environnements utilitaires, vont demander aux autorités de Carrefour Dufort plus de sécurité et des espaces mieux situés et propres. Ces demandes vont se développer et se généraliser pour toucher l'ensemble des marchandes de rue dans le pays. L'utilité personnelle va se transformer en utilité collective, moteur de l'amélioration et du progrès, menant à une société moins vulnérable, plus juste, plus sécurisée, avec un niveau de développement plus bénéfique pour tous. Nous passons, comme le disait le philosophe Nietzsche, du statut de l'Ours (vie individuelle) à celui de la Fourmi (vie collective). Les acteurs

sociaux vont coopérer pour accroître et obtenir des résultats à la fois individuels et collectifs. Ils vont donc effectuer des choix qui incluront intrinsèquement une valeur morale.

Une question d'actualité résume cette problématique de choix et de morale : est-il plus juste d'aborder le destin collectif par le débat et le dialogue ou par la violence et les armes ? Voici une assignation morale à un choix d'utilité collective.

La morale apparaîtra alors comme l'un des vecteurs de contrainte sociale menant à accepter ou refuser les choix proposés. Mais la coopération entre les individus va également engendrer un besoin d'institutions pour répondre aux demandes. L'émergence de ces institutions, chargées de réguler les affaires publiques et dotées de représentants, répondra aux besoins tout en assurant une régulation entre l'offre et la demande. Cette régulation sera au cœur d'une interaction entre les citoyens et leurs représentants et donnera naissance à ce que l'on peut qualifier d'État-Nation, soit un partage collectif de valeurs et un consensus sur les objectifs de la société.

L'État-Nation deviendra alors le construit socio-culturel offrant à tous des garanties variées permettant d'optimiser les choix pour l'amélioration de la société dans un mouvement collectif désormais partagé entre tous les citoyens et leurs représentants. C'est de ce fait une boucle vertueuse qui s'exprimera dans un sentiment de confiance. Au fil de l'histoire de cet État-Nation, la confiance et parfois la défiance seront présentes. Toutefois, la confiance reste le principal moteur de l'amélioration.

Depuis l'indépendance, la crise de confiance en Haïti, exacerbée par des périodes prolongées de turbulences politiques et de défaillance de l'État-Nation, a profondément marqué la société haïtienne. Cette crise se manifeste par un « État failli » caractérisé par une absence de gouvernance, une insuffisance alimentaire, sanitaire et sécuritaire, parmi tant d'autres. Cette défaillance totale de l'État nécessite une réflexion urgente et approfondie sur les moyens de restaurer la confiance au sein de la population, en soulignant l'importance de l'engagement, de la vision et des actions concrètes des leaders politiques et économiques haïtiens.

Cette défaillance de l'État, visible dans tous les domaines, a incliné la balance vers la défiance, provoquant chez certains une rupture, les poussant à quitter le pays par l'immigration, qu'elle soit légale ou illégale. Cette immigration montre que les individus ont cherché à maximiser leur utilité au risque de leur vie. Le choix rationnel pour eux est de quitter le « navire » haïtien pour embarquer vers d'autres pays à la recherche d'un nouvel État-Nation où ils pourront s'intégrer et se reconnaître. Cette fuite, qu'est l'immigration, symbolise

tristement l'expression de la défiance absolue d'un citoyen vis-à-vis de son pays et donc de ses dirigeants. Cette défiance doit être reconnue comme un symptôme extrême de la situation en Haïti.

En somme, qu'est-ce que la confiance ? C'est un état psychologique crucial pour la cohésion sociale et le développement. La confiance repose sur une relation d'altérité dans laquelle l'un accepte sa propre vulnérabilité et reconnaît les intentions et comportements bienveillants de l'autre. C'est pourquoi on parle simplement de lien de confiance. Ce lien est ce qui va rattacher une personne à l'autre ou un citoyen aux institutions publiques qui le gouvernent. En Haïti, la reconstruction de la confiance doit transcender les simples interactions interpersonnelles pour s'ancrer dans la confiance institutionnelle, essentielle à la stabilité et à la prospérité du pays.

Aujourd'hui, le peuple haïtien se trouve à un carrefour historique, où la restauration de la confiance représente non seulement un impératif moral mais aussi un levier de développement économique et social. La défiance généralisée envers l'État, exacerbée par des décennies de mauvaise gouvernance, de corruption et d'instabilité politique, a creusé un fossé sans passerelle entre les citoyens et les institutions publiques.

Les Haïtiens sont confrontés à la nécessité de « faire table rase du passé » tumultueux et de reconstruire leur nation. Cette reconstruction n'est pas seulement physique et institutionnelle, mais également psychologique et émotionnelle. Elle exige un électrochoc collectif, un réveil qui transformera la crise en une opportunité de bâtir quelque chose de positif et de durable.

Haïti, avec son héritage d'esclavage toujours prégnant, est confrontée au défi colossal de la transition vers la modernité. Cette transition implique non seulement un changement dans les infrastructures et les institutions, mais aussi, et surtout, un changement profond dans la carte mentale et émotionnelle du peuple haïtien. Il doit se forger une nouvelle identité dans un contexte moderne où de nouveaux repères éducatifs, scientifiques et culturels remplacent progressivement ceux issus de rites et traditions anciennes profondément ancrés.

Une vision renouvelée avec un leadership visionnaire est nécessaire, où la quête d'un « homme providentiel » en Haïti ne se limite pas à la recherche d'un individu, mais plutôt à l'émergence d'un collectif de leaders engagés, transparents et responsables. Ces leaders doivent incarner l'espoir, articuler une vision claire pour l'avenir et démontrer une capacité à répondre de manière tangible aux besoins des citoyens. Ils doivent allier « l'éthique de

conviction à l'éthique de responsabilité » (Max Weber, *Le savant et le politique*), c'est-à-dire une éthique du succès qui sait allier les moyens aux fins. Aujourd'hui en Haïti, les besoins sont immenses.

Les moyens doivent donc être à la hauteur dans tous les compartiments de l'action publique, à travers des actions concrètes et tangibles avec des résultats mesurables. En Haïti, cela signifie améliorer les services de base tels que l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à la santé et à la sécurité. Chaque amélioration tangible dans la vie quotidienne des Haïtiens sera un pas vers le rétablissement de la confiance. La confiance ne se décrète pas, mais se construit.

L'engagement communautaire et la participation citoyenne sont primordiaux dans la restauration de la confiance et nécessitent une inclusion active des citoyens dans les processus décisionnels. Les initiatives de gouvernance participative, où les citoyens jouent un rôle actif dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques, renforceront le sentiment d'appartenance et la confiance envers les institutions. Des dispositions institutionnelles doivent prévoir cette inclusion active des citoyens.

Pour reconstruire la confiance, l'État haïtien doit faire preuve d'une transparence irréprochable et instaurer des mécanismes de responsabilité. La lutte contre la corruption, la mise en place d'audits réguliers et la publication des résultats des actions gouvernementales sont essentielles pour regagner la confiance du peuple.

Face à cette volonté de restaurer la confiance, la communauté internationale a aussi un rôle crucial à jouer en soutenant les efforts de reconstruction en Haïti, en reconnaissant cette volonté et en soutenant les actions pour restaurer la confiance. L'aide étrangère doit être coordonnée, transparente et alignée sur les priorités définies par les Haïtiens eux-mêmes pour renforcer la légitimité et l'efficacité des interventions.

L'application rigoureuse de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, établie en 2005, et son renforcement par le Programme d'action d'Accra de 2008, représentent des fondations essentielles pour le soutien international. Ces initiatives soulignent cinq principes clés : a) l'autonomie des pays en développement dans la définition de leurs stratégies, b) l'alignement et le soutien des donateurs à ces stratégies, c) l'harmonisation des donateurs pour éviter les redondances, d) l'accent mis sur l'atteinte et l'évaluation des résultats, et e) une responsabilité partagée entre donateurs et partenaires de développement. Le Programme d'action d'Accra vise à consolider cette approche en intensifiant la coopération entre donateurs, gouvernements des pays en développement et organisations de la société civile pour améliorer l'efficacité de l'aide.

Aujourd'hui, Marthe et Maxius d'une part, et Barbecue d'autre part, incarnent chacun, à leur manière, une image de la potentialité de la transition vers laquelle le pays peut s'orienter. Chaque citoyen doit désormais pouvoir faire ses choix en connaissance de cause, en recherchant l'utilité collective qui lui procurera le maximum de satisfaction et de bien-être, ou en s'abandonnant à la résignation, à l'immigration ou à la violence, qui est l'une de ses formes d'expression. Il incombe aux représentants politiques en charge de cette période de transition de tout mettre en œuvre pour que la confiance, expression de la valeur morale que la société peut porter, soit instaurée afin de satisfaire rapidement le bien-être de la population qui en est dépourvue.

En conclusion, la restauration de la confiance en Haïti est le défi prioritaire. Ce défi est monumental mais indispensable à réaliser pour l'avenir du pays. Il requiert un engagement soutenu, une vision claire et des actions concrètes de la part des leaders haïtiens et de la communauté internationale. En mettant la confiance au cœur du projet, Haïti peut ouvrir la voie à un avenir plus stable, prospère et harmonieux, où chaque citoyen se sent impliqué et confiant dans le développement de son pays.

Aldy CASTOR, M.D., aldyc@att.net

Président: Haitian Resource Development Foundation (HRDF)

Directeur: Emergency Medical Services for Haiti Medical Relief Mission, Association of Haitian Physicians Abroad.

Membre, United Front Haitian Diaspora

Philippe FRANÇOIS, philippefrancois.fr@gmail.com

Ancien administrateur territorial en France

Consultant auprès du bureau du président de la HRDF,

Diplômé en sociologie de l'Université Paris IX Dauphine, Dynamique des Organisations et Transformations Sociales

Diplômé en gestion et administration des collectivités locales de l'Université Paris XII Val-de-Marne

19 avril 2024